

13 AVRIL 1842.

ON S'ABONNE
rue des Prêtres-S.-Germain l'Auxerrois, 47.
Paris.
Trois mois, 20 fr. — Six mois, 40 fr.
Un an, 80 fr.

And in London, apply to W. JEFFES,
Joseph Bookseller, Burlington-Arcade.
Price: One year, 5 l. 10 s. — Six months,
3 l. 15 s. — Three months, 17 s. 6 d.

JOURNAL DES DÉBATS

LUNDI.

ON REÇOIT LES AVIS À INSÉRER
tous les jours,
de dix heures du matin à quatre heures
au Bureau du Journal.
LE PRIX D'INSERTION
est de 1 fr. la ligne
de 40 à 35 lettres en petit-texte.

Advertisements of every description are
received for this paper, by W. JEFFES, foreign
bookseller, Burlington-Arcade, LONDON.

POLITIQUES ET LITTÉRAIRES.

Grande-Bretagne.

Londres, 15 avril.

Consolidés au comptant, 91 1/8 1/4; au 26 mai, ouverts
à 91 1/2 3/4; fermés à 91 3/8 1/2.

— On lit dans le *Morning-Herald* :

« Une lettre écrite de l'Inde par un officier de l'infanterie
indigène en service à Ferozepore, en date du 12 février,
porte :

« Outre les douze ou quatorze dames qui avec leurs
maris sont retournées à Caboul prisonnières, on sait posi-
tivement que l'ennemi est maître de 12 officiers (y compris
le général Elphinstone) et de 500 malades et blessés. Bien
que le général Elphinstone se soit constitué en otage comme
répondant de l'évacuation de Jellalabad, occupé par le 15^e
régiment d'infanterie de S. M. et les 35^e d'infanterie indigène,
sous les ordres du colonel Sale, ce dernier défendra
la place jusqu'au dernier moment, et dépendant sa femme
est au pouvoir de l'ennemi. Le brigadier Wild, après une
tentative infructueuse pour franchir les défilés entre Jella-
bad et Peshawar, a reçu des renforts et du canon. Le co-
lonel Sale, approvisionné pour trois mois, écrit qu'il met
au défi une armée de 25,000 hommes. »

— On lit dans le *Morning-Post* :

« Il circule dans le monde un bruit qui excite la plus
vive sensation parmi les membres fashionables de l'aristo-
cratie; nous voulons parler de l'intention ou est, dit-on,
S. M. de donner un bal costumé. C'est le 12 mai qui aurait
été fixé pour le jour de cette fête entièrement nouvelle à
la cour d'Angleterre. On prendra sans doute pour exemple
les charmantes fêtes données par la marquise de London-
derry, qui a laissé de si gracieux souvenirs, ou bien les
fêtes si magnifiques et si brillantes qui eurent lieu après le
Congrès de Vienne, dans lesquelles une époque particulière
avait été choisie, et qui, avec l'aide de l'histoire, de la
peinture, et des antiquaires, produisirent un si brillant effet. »

CHAMBRE DES COMMUNES. — Séance du 15 avril.

L'ordre du jour ayant appelé la troisième lecture du bill de l'in-
discipline, question à laquelle se rattache le châtiment de la fla-
gelette dans l'armée, LE CAPITAINE BERNAL présente la mo-
tion qu'il a annoncée à ce sujet. L'orateur rappelle qu'en 1833 le
châtiment corporel n'a été conservé dans l'armée qu'à une ma-
jorité de 11 voix, et l'application a été limitée aux cas d'indis-
cipline, d'insubordination et de violence. La suppression de la
peine du fouet est le but que l'honorable membre se propose
d'obtenir par sa motion. Cette motion est ainsi conçue : « On ne
pourra infliger la peine du fouet, en temps de paix, à aucun sol-
dat, caporal ou officier de l'armée ou de la milice du royaume-
uni, à l'exception des cas d'offenses commises pendant une
marche ou en cas de vol. » L'honorable membre s'attache à dé-
montrer que la peine du fouet tend à démoraliser le soldat. Ce
mouvement est appuyé par M. Duncombe.
Après quelques observations par plusieurs colonels et capi-
taines siégeant dans la Chambre, l'amendement est rejeté à une
majorité de 187 voix contre 59.

FRANCE.

PARIS, 17 AVRIL.

La Chambre des Pairs vient de discuter et de voter
sans bruit une des lois les plus utiles qui seront sorties
de cette session jusqu'à présent si bruyante et pourtant
si stérile : nous voulons parler de la loi sur la police du
roulage et des voitures publiques. C'est pour la troisième
fois depuis dix ans que la Chambre des Pairs était appe-
lée à délibérer sur ce sujet; en sorte que ses tra-
vaux antérieurs avaient beaucoup abrégé la discussion
qui vient d'avoir lieu. La Chambre des Députés elle-
même a été saisie trois fois de la même question, mais
sans que les travaux de ses commissions aient pu subir
encore l'épreuve du débat public.

Le principe sur lequel repose la législation du roulage
est celui-ci : veiller à la conservation des routes, et di-
minuer les dépenses de leur entretien, sans nuire à la
liberté des transports et sans entraver les opérations du
commerce et de l'industrie par des restrictions inutiles.
Il n'y a pas plus de cent vingt ans que les premiers es-
sais ont été faits dans cette voie, et que l'on a posé les
premiers bases des règlements sur la police du roulage.
On eut d'abord l'idée de limiter le nombre des chevaux
qu'il était permis d'atteler; tel fut l'objet d'une décla-
ration du roi en date du 14 novembre 1724. Plus tard,

en 1793, on emprunta à l'Angleterre l'usage des roues
à larges jantes qui ont en effet un certain avantage
pour la conservation des routes. Cet avantage consiste
en ce qu'elles divisent moins les matériaux, elles péné-
trent moins dans le sol et font des ornières moins pro-
fondes; elles forment, comme on l'a dit dans la discussion,
des espèces de rouleaux qui aplanissent la surface des
chaussées au lieu de la déchirer, de la couper, comme font
les roues à jantes étroites que l'on a justement comparées
à des couteaux. Le principe était bon, mais il était incom-
plet, et l'on commença par en abuser. C'est en 1797
que fut introduit le principe qui est encore, et qui doit
rester la base de la législation sur la matière : ce prin-
cipe, c'est la limitation régulière du chargement des
voitures, et la vérification de leur poids. La véritable
solution du problème est dans la combinaison de ces
deux principes, la détermination de la largeur des roues
et la limitation du chargement. C'est aussi sur cette
double base que reposent les lois rendues à cette époque,
et notamment le décret du 23 juin 1806 qui, quoique
modifié plusieurs fois par des ordonnances royales, est
encore considéré comme le code de la police du roulage
et des messageries.

Mais, comme nous l'avons déjà dit, le législateur de
1806 s'est trompé dans l'application du nouveau prin-
cipe. Son erreur a été d'attribuer une importance ex-
agérée, illimitée en quelque sorte, à l'usage des roues à
larges jantes, empruntées à l'Angleterre. C'est ainsi que,
dans le but exclusif de favoriser et d'encourager l'em-
ploi des roues à jantes de grande dimension, il a per-
mis aux voitures qui en seraient munies, de porter les
plus lourds fardeaux, tandis que le tarif graduait les
poids autorisés, de manière à restreindre l'usage des
roues à jantes étroites, et par conséquent des voitures
légères. Il devait résulter et il est résulté de ce système
que les grosses voitures, les lourdes charrettes du rou-
lage se sont multipliées outre mesure; en sorte que par
la fautive application d'une idée bonne en elle-même, on
est tombé d'un mal dans un autre, et que, pour avoir
voulu protéger nos chaussées contre les roues à jantes
étroites et tranchantes, nous en sommes venus à les
voir comme elles sont aujourd'hui, littéralement écri-
sées et défoncées par ces roues à jantes monstrueuses.

Tel est l'état de choses auquel il s'agit aujourd'hui de
porter remède. Tous les projets législatifs élaborés de-
puis dix ans ont pour but de trouver un correctif aux
abus nés du décret de 1806, c'est-à-dire qu'ils sont
conçus dans un esprit de réaction contre le système des
roues à larges jantes. Depuis 1838, époque à laquelle
on eut lieu les dernières discussions parlementaires, le
gouvernement a remis la question à l'étude; des com-
missions spéciales ont été nommées; des expériences
ont été ordonnées et faites avec le plus grand soin;
l'Académie des Sciences et le même a été consulté. De
tous ces travaux il est résulté des lumières nouvelles
ou plus complètes qui ont étendu sur quelques points,
affirmé sur d'autres, les premières vues du législateur.
Un de ces résultats les plus importants et les mieux
constatés, c'est que la largeur des jantes au-delà d'une
certaine limite, douze centimètres par exemple, n'a
plus d'avantage pour la conservation des routes, et
que les jantes étroites, à poids égal par centimètre de
largeur, ne sont pas plus nuisibles aux routes que les
jantes larges, pourvu qu'on s'arrête à une limite de six
à sept centimètres. Ce résultat est, comme on voit, la
condamnation directe du système établi par le décret
de 1806.

La loi que la Chambre des Pairs vient de voter est
la consécration de ces nouveaux résultats fournis par la
théorie et par l'expérience. Son but est d'encourager
la division des chargements et l'emploi des voitures lé-
gères au lieu des lourds chargements et des énormes
véhicules auxquels le décret de 1806 avait donné la
préférence. C'est pour atteindre ce but que la loi nou-
velle a fixé le minimum de la largeur des jantes à
6 centimètres pour les voitures à deux roues, et à

7 centimètres pour les voitures à quatre roues; ce mi-
nimum était de 11 et 12 centimètres sous le décret de
1806. Nous ne partageons pas l'opinion de ceux qui ont
critiqué la nouvelle limite adoptée par le gouverne-
ment et la Chambre. M. le prince de la Moskowa,
qui a pris une part importante à la discussion, allait
trop loin dans l'esprit du nouveau système en pro-
posant de prendre pour maximum de la largeur des jan-
tes ce même chiffre de 6 et 7 centimètres que le gou-
vernement a pris pour minimum; en sorte que la loi
n'aurait pas fixé de minimum, et qu'elle aurait, par
conséquent, autorisé l'emploi des roues à jantes aussi
étroites que possible. C'était, comme on voit, suppri-
mer complètement le principe adopté par le décret de
1806, au lieu de le restreindre en de sages limites; c'é-
tait exagérer la réaction contre l'ancien système, et,
pour éviter les inconvénients des roues à jantes démesu-
rément larges, s'exposer à retomber dans celui des
roues à jantes aiguës et tranchantes. L'amendement de
M. le prince de la Moskowa devait donc être et il a été
repoussé. Quant au maximum de la largeur des jantes,
il n'a pas été fixé par la nouvelle loi; il n'avait pas be-
soin de l'être. Il suffit que le tarif n'alloue pas aux voi-
tures à jantes qu'on jugerait trop larges un chargement
plus élevé qu'aux voitures à jantes d'une moindre di-
mension. On ne peut supposer, en effet, que personne
s'avise d'employer des roues pesantes dont il ne pour-
rait tirer plus d'avantage, quant au chargement, que
des roues plus légères. Reste à fixer la limite à laquelle
doit s'arrêter la progression des poids autorisés; c'est-à-
dire la limite au-delà de laquelle la largeur des jantes
est plus nuisible qu'utile à la conservation des routes.

La nouvelle loi réserve cette question, comme toutes
celles qui rentrent dans la fixation du tarif. Le gouver-
nement, tout en reconnaissant que le tarif des poids
gradués sur la largeur des jantes est une partie essen-
tielle de la loi, et qu'il appartient aux Chambres seules
de le fixer, a réclamé le droit de le régler provisoire-
ment par ordonnances. Ces ordonnances, rendues dans
la forme des règlements d'administration publique, se-
ront converties en loi dans le délai de trois ans. Le droit
du pouvoir législatif étant ainsi réservé, le blanc-seing
que la Chambre a cru devoir donner au gouvernement
ne peut avoir que des avantages. L'administration usera
du délai qui lui est accordé pour appliquer et pour
éprouver les règles nouvelles avant de les consacrer
par le vote législatif. Cette manière de procéder par
essais est d'autant plus convenable que sur quelques
points on a besoin d'un plus ample informé. C'est ainsi
que des études et des expériences auxquelles on s'est
livré dans ces derniers temps il résulte que le diamètre
des roues exerce une influence essentielle sur le roule-
ment des voitures, et par conséquent sur la conserva-
tion des routes; c'est-à-dire que sur deux voitures, à
égalité de poids et de jantes, celles qui est montée sur
les plus grandes roues est la plus roulante et la moins
nuisible aux chaussées. C'est donc un élément nouveau
qu'il faut combiner avec ceux qui étaient déjà connus;
en sorte que le tarif du chargement doit avoir aujour-
d'hui pour base non seulement la largeur des jantes,
mais encore la grandeur du diamètre des roues. Or,
pour tenir un compte exact de cet élément nouveau, il
faut que l'influence en soit appréciée et vérifiée par des
expériences plus étendues et plus décisives. Ce motif
seul aurait suffi pour justifier l'ajournement demandé
par le gouvernement quant à la fixation du tarif par
voie législative.

Da reste, il est bon de dire que la loi nouvelle et le
tarif à intervenir s'appliqueront indistinctement à toutes
les voitures qui circulent sur les routes royales et dé-
partementales. Ainsi les voitures attelées d'un seul che-
val, que le décret de 1806 affranchissait des conditions
relatives à la dimension des jantes et à la limite du
poids, ne jouiront plus de ce privilège. Mais la loi ne
s'applique pas aux voitures qui circulent sur les che-
mins de grande vicinalité. Un grand nombre de pairs

ont combattu cette exception, en se fondant sur ce que
ces chemins sont de véritables routes départementales
de seconde classe. Le gouvernement et la Chambre ont
été d'un autre avis. On a considéré que la loi nouvelle
embrassait déjà dans son action une sphère assez vaste
pour qu'il n'y ait pas quelque inconvénient à lui donner
pour le premier coup une aussi large extension. Sur les
grandes routes, les moyens de surveillance et de répres-
sion sont déjà tout organisés; ils ne le sont pas sur les
chemins de grande vicinalité. On imposerait donc à
l'administration un surcroît d'efforts et de vigilance qui
dépasserait peut-être ses forces. Nul doute que les
chemins de grande vicinalité ne doivent être assujettis
plus tard à la loi communale; mais, avant de les y sou-
mettre, il faut attendre que les nouvelles règles aient
été établies leur empire et porté leurs fruits sur les routes
royales et départementales.

Nous ne finirons pas sans signaler les observations
intéressantes que M. le prince de la Moskowa a pré-
sentées sur les rapports des règlements relatifs à la
police du roulage avec le développement de la race che-
valine et la remonte de la cavalerie :

« En France, dit l'honorable pair, on sur 2 millions 500,000
chevaux, on en trouve à peine 6,000 de propres à la selle ou au
roulage accéléré, tout le reste est employé par le grand roulage
ou par la poste, et l'on n'en élève, pour ainsi dire, que pour le
service des charrettes et des diligences. Ces chevaux sont tout-à-
fait impropres à un autre usage, et d'autant plus éloignés par
leurs formes, leur dimension et leur allure, des conditions ré-
clamées par la remonte, que les voitures auxquelles ils doivent
être attelés sont plus lourdes, plus chargées et moins roulantes.
Il est évident, en effet, que les besoins du commerce ont eu
pour résultat de porter l'industrie à la production de ces lourds
animaux, de ces limoniers monstrueux dont les dimensions co-
lossales s'accroissent tous les jours. Personne ne saurait contester
que la nature du travail auquel ces chevaux de trait sont destinés
sont employés en France à l'ombre de la législation de 1806 doit
avoir pour effet de développer chez eux les muscles et les os de
la poitrine, des reins, de toutes les parties du corps, en un mot,
qui supportent les poids considérables ou qui sont appelés à faire
de grands efforts. Dès lors les étalons de cette espèce ont dû ré-
sister à leurs produits ces formes osseuses, cette haute stature,
cette charpente lourde, disproportionnée et commune qui cons-
tituent entre nos grands limoniers de charrette et le cheval
arabe, par exemple, une dissimilitude si complète, qu'on serait
en vérité, disposé à croire que ces deux animaux n'appartiennent
pas à la même espèce. C'est ainsi que la population chevaline de
la France s'est graduellement agrandie, alourdie, abâtardie par
l'influence croissante du roulage et par l'engraissement excessif
de poids à porter. C'est pour cela que nous ne trouvons pas de
chevaux de cavalerie. L'industrie qui se consacre à l'élevage des
chevaux de trait reste, pour ainsi dire, étrangère à celle des
chevaux de selle. »

Nous le répétons en terminant, la loi sur la police du
roulage est une bonne loi. Il serait donc grandement à
désirer qu'elle pût recevoir cette année le vote de l'autre
Chambre, et prendre place immédiatement dans nos
Codes. Malheureusement la Chambre des Députés a bien
autre chose à faire que de délibérer sur les routes des
charrettes et sur les ponts à bascule. Comment la distraire,
pour si peu, de l'attention qu'elle donne à la stratégie
parlementaire de M. Thiers, aux vagues théories de
M. Odilon Barrot, et aux arguties de M. Billaut? Quel
dommage que M. Thiers ne puisse rattacher à cette
question quelqu'un de ces plans de campagne qui ont
immortalisé le conquérant du 1^{er} mars! Oh! alors la loi
sur la police du roulage ne courrait pas risque d'être
ajournée après le budget des recettes, et les routes des
charrettes n'exciteraient pas moins d'intérêt que les
blocs artificiels du port d'Alger ou le dénombrement
des portes et fenêtres de nos villages.

Nous recevons des nouvelles d'Alger en date du
10 avril, arrivées par le paquebot du commerce de Mar-
seille, le 13.

Le gouverneur-général, parti d'Alger le 29 mars,
et de Bidah le 2 avril, avec sa colonne expéditionnaire
et la brigade du général Changarnier, était le 6 à Cher-
chel, où des vivres lui ont été expédiés par mer. Il
vient de parcourir l'Outhan, ou district d'El-Sebt, qui
s'étend à l'ouest de la province d'Alger, au-delà du ter-
ritoire des Hadjoutes et au-dessus du port de Cherchel.

Feuilleton du Journal des Débats.

LA PRÉFACE DE QUINOLA.

Lorsque parut feu *Vautrin*, le premier chef-d'œuvre dra-
matique de M. de Balzac, M. de Balzac était en grande fu-
rière contre les *faiseurs de feuilletons*, et il leur promettait de
leur servir une préface de son métier. Jamais la première
Caitilliane ou la dernière Philippine n'avaient porté des
coups pareils. Malheur au feuilleton! Haro sur lui! Le
feuilleton ne se relèvera pas de ce grand coup d'épée! —
Si bien qu'on attendait cette préface de *Vautrin* avec
toutes sortes d'inquiétudes et de terreurs. — Que pense le
maître, que va-t-il dire, que va-t-il faire? Il est temps
enfin que disparaisse du monde connu cette engeance des
faiseurs de feuilletons. Les mal appris! Ils ont osé dire que
Vautrin n'était pas le plus grand effort de l'esprit humain...
Vautrin parut, le public qui savait déjà à quoi s'en tenir,
grâce aux *faiseurs de feuilletons*, courut non pas au dra-
me, mais à la préface. O surprise! à la place de la pré-
face il y avait un bulletin imprimé portant ces mots d'an-
nonce : — La préface de *Vautrin* sera distribuée à MM. nos
souscripteurs; et au bas de l'écrit : Bon pour une préface!
Qu'arriva-t-il? MM. les souscripteurs désappointés jetèrent
au rebut M. *Vautrin*, et ne se présentèrent pas pour retirer
la préface. Si bien que *Vautrin* n'eut pas de préface. Pas de
préface! Cet horrible mort a été enterré sans linceul!

Mais en revanche, pour *Quinola*, les choses ont été faites
et fabriquées dans les formes. — *Quinola* porte avec lui sa
préface. Ce *Quinola*, non moins que *Vautrin*, a été créé et
mis au monde pour porter des haillons. Manteau troué,
taché, disgracieux, qui n'abrite ni de la pluie, ni de l'o-
rage, ni des coups de tout genre, préface idem. Chapeau
déformé sans un morceau de plume qui flotte au vent, sans le
moindre petit ornement d'or ou de soie, et même sans cocarde,
préface idem. Pourpoint tout usé aux endroits les plus diffi-
ciles, pourpoint sans boutons et couleux, haut-de-chausses
percé à jour, et des souliers qui font eau de toutes parts,
préface idem. La préface est digne du héros, le héros est
digne de la préface; deux lambeaux attachés l'un à l'autre,
et auxquels on ne saurait trouver d'équivalent, pas
même dans les loques de Robert Macaire et de son digne
camarade Bertrand.

Laissons parler M. de Balzac : « Quand l'auteur de cette
pièce ne l'aurait faite que pour obtenir les éloges univer-
sels accordés par les journaux à ses livres, les *Ressources*
de *Quinola* seraient une excellente spéculation littéraire;
mais en se voyant l'objet de tant de louanges et de tant

d'injures, il a compris que ses débuts au théâtre seraient
encore plus difficiles que ses débuts en littérature; et il
s'est armé de courage pour le présent comme pour l'a-
venir. »

Dans ces quelques lignes qui sont grosses de faits et d'i-
dées, vous remarquerez tout d'abord : 1^o que l'auteur de
Quinola et de *Vautrin*, couvert à deux reprises de la plus
significative réprobation du parterre et de la critique, hué,
sifflé, honni, conspué, autant que peut l'être un homme
qui s'adresse au public, ne se tient pas encore pour battu;
il nous menace non plus du présent, mais de l'avenir, l'a-
venir, c'est-à-dire, un second *Vautrin*, un troisième *Qui-
nola*, quelque autre animal tout chargé de vices et de
crime; l'avenir! menace d'autant plus triste à nous faire,
que M. de Balzac, avec une naïveté dont on ne l'aurait pas
cru capable, nous explique trop bien comment, dans sa
pensée, le théâtre n'est pas de la littérature. C'est tout
autre chose. Rien de moins littéraire que de produire une
comédie ou un drame; l'aveu est précieux à recueillir. « Il
y a compris que ses débuts au théâtre seraient encore plus
difficiles que ses débuts en littérature! » Les *faiseurs de
feuilletons* n'ont jamais dit rien de plus cruel aux faiseurs de
comédies. Monsieur le colonel qui n'êtes pas soldat! Mon-
sieur l'auteur dramatique qui n'êtes pas littérateur!

Quant à la charmante ironie de M. de Balzac se moquant
des éloges universels que les journaux ont accordés à ses
livres, « et qui peut-être (peut-être est charmant!) ont dé-
passé ce qui lui était dû », j'avoue qu'en effet, les journaux
ont été de franches dupes de ne pas voir dans quel abîme sans
fond les entraînaient M. de Balzac. Quoi donc! M. de Balzac
s'abandonne en public à toutes les extravagances de la tête
et des sens; il entasse les gravures sur les quolibets; il
défile, lui vingtième, le haillon et la guenille; il met son
héros, son homme de génie, dans la triste nécessité de se ser-
vir, pour la réussite de sa découverte, d'un repris de jus-
tice, d'un espion et d'une fille de joie; de tous ces éléments
honteux M. de Balzac compose une monstruosité dont le
dégout fait justice, et cependant les journaux, ces sots
journaliers, ces êtres stupides, ces faucons sans style et sans
esprit, ne comprennent pas que M. de Balzac a produit
cette monstruosité tout exprès pour voir enfin ses beaux
livres portés par la critique au cinquième ciel à côté de saint
Paul en extase. Les imbéciles! ils n'ont pas vu que M. de
Balzac s'est rendu coupable de cette monstruosité dra-
matique, tout exprès pour que l'on reconnût enfin qu'il était le
plus grand, le plus ingénieux écrivain de son siècle, que
dans l'avenir littéraire il jouait véritablement son rôle de
maréchal de France. — Hélas! le pauvre petit, c'est à
peine si de cette armée en déroute, qui n'a plus ni soldats
ni capitaines, il est tout au plus le tambour-major.

Mais, dit-il, en se frottant les mains, ils ont pu dire que

mon drame était la chose la plus ennuyeuse qui se pût voir,
que c'était là une vile contrefaçon de Beaumarchais, que
tous les sentiments humains y étaient froissés et insultés à
plaisir; en revanche, je les ai bien forcés de m'accorder l'ex-
cellence et la prééminence de mes œuvres. Ma pièce a été
sifflée et résiflée à outrance (on ne la siffle plus, et pour
cause), je dois l'avouer, oui, mais j'ai eu la joie de m'enten-
dre appeler : le plus bel esprit de ce siècle. Stupides journaux!
stupides et trois fois stupides faiseurs de feuilletons! De-
main donc je vais écrire un sot livre : les *Mémoires de deux
Marrées*, par exemple, ou *Pierrette la Lorraine*, ou les *Amours
forcés*, ou la *Ténébreuse Affaire*, ou *Thérèse Mironet*, ou le
Martyr Calviniste, ou les *Paysans*, et alors vous les verrez,
vous les verrez, en présence de ces livres nouveaux, s'ex-
tasier devant *Vautrin*, admirer hardiment *Quinola*. J'aurais
donc fait doublement une bonne spéculation : bonne spéculation
du côté de mes livres, bonne spéculation du côté de
mes mélodrames. Mes mélodrames ne valent pas mes ro-
mans; ces scélérats de journaux s'écrient : Il a pourtant écrit
de bons romans! Quand donc mes livres seront plus mau-
vais que mes mélodrames, j'aurais le plaisir de les entendre
s'écrier : nous aimons encore mieux ses mélodrames. Mort aux
chapeaux de soie et aux journaux!

De bonne foi, que pensez-vous d'une pareille accusation
portée à la critique contemporaine, et que dites-vous de ce
mot : *Spéculation*, introduit avec tant de bon goût et de bonne
grâce dans une discussion littéraire? Eh quoi! la critique
prend cet homme en pitié! Elle le voit qui se perd de gaieté de
cœur, comme ferait un fou sans malice; elle assiste à cette
triste décadence d'un bel esprit du premier ordre, et
parce qu'elle adoucit, autant qu'il est en elle, les dures vé-
rités qu'il lui faut dire parce qu'elle s'écrit : Cet homme
a perdu le sens, mais l'esprit lui reste; cet homme joue sa
popularité tout entière sur un abominable mélodrame, mais
son mélodrame sera bien vite oublié, et vous ne lirez pas
Eugénie Grandet ou les *Célibataires* avec moins d'intérêt et
de joie, voilà notre auteur qui se meurt de la critique!
Quoi donc! puisqu'ici nous parlons d'affaires, et d'une bonne
affaire, la critique vient d'apprendre tout à l'heure que des
capitaines importants, le plus beau papier que fabrique Ar-
cachon, les plus beaux caractères que fondent les Didot,
les dessins adorables de Meissonnier, l'activité et l'intelli-
gence de deux ou trois libraires que la librairie parisienne
compte avec honneur parmi les plus dignes, que toutes
ces belles et bonnes choses, l'argent, l'intelligence, le pa-
pier, l'impression, le dessin, la gravure, trois libraires!
sont compromises dans la réimpression des quatre-vingt vo-
lumes de M. de Balzac! Quoi donc! pour venir en aide à
cette bonne affaire, commencée sous les auspices, les haill-
ons et les sifflets de *Quinola*, la critique, bonne fille au de-
mourant, couvre ces affreux haillons du chaste manteau

d'Eugénie Grandet, de la science de l'illustre Desplins, du
dévouement paternel du père Goriot, de l'élégance de la
duchesse Mauguigne, et que sais-je encore? Quoi donc!
quand justice est faite de cet ignoble drame, et nos mains
bien lavées, nous nous retournons en toute hâte vers l'a-
uteur en lui disant : Allons, bon courage! Jetez au coin de
la borne ces chiffons dramatiques ramassés dans toutes
les rues honteuses; allons, courage! oubliez cet instant d'i-
vresse : habillez-vous, préparez-vous; redevenez un galant
homme; prenez un bain, et nous rendrez vos élégances et char-
mantes inventions d'autrefois; allons, renoncez au théâtre,
où vous ne serez jamais qu'un plagiaire misérable, un écolier
maladroit, un niais sans invention et sans verve, et re-
venez tout courant à vos beaux petits récits, qui plai-
raient fort à la génération moderne. Courage! courage!
on a oublié *Vautrin*, on oubliera son cousin-germain
Quinola. Seulement, puisque d'honnêtes gens très habi-
les et très hardis s'attellent de nouveau à votre renommée,
qui s'en va comme s'en va la ferme de quarante ans, jour
par jour, heure par heure, faites-vous pardonner cet
attention à la bonne foi des traités, ne pensez pas seule-
ment à faire une bonne affaire pour vous-même, faites aussi
que vos éditeurs ne fassent pas une mauvaise affaire. *Qui-
nola* pouvait tuer et devait tuer l'édition nouvelle de vos
livres; rachez ce grand crime par un retour scrupuleux sur
vous-même. Ne faites pas de nouveaux livres. Vous n'en
n'avez fait que trop. Dieu merci! ne les réimprimez pas
tous, car quelques uns, les derniers aussi bien que les
premiers, sont illisibles; mais les livres aimés du public,
revoyez-les, relisez-les, ayez-en soin. Abattez, retranchez,
corrigez, n'ajoutez guère. Faites en sorte qu'à moins que
le lecteur éperdu ne puisse retrouver dans ce pêle-mêle
d'aventures, de noms propres, d'usuriers, de dandys, de mé-
decins, d'entrepreneurs, de filles, de duchesses, de minis-
tres, de paysans, d'ambassadeurs. Au nom de votre popula-
rité, au nom de votre gloire, et, s'il le faut, au nom de vos
libraires, n'allez pas vous replonger, sans un fil conducteur,
dans ce labyrinthe de passions, de caprices, de papotages
de tout genre ou nul, à cette heure, ne se retrouve, pas
même vous. Par pitié, de grâce, n'oubliez pas de dresser
tout au moins la table généalogique de vos héros, car déjà
trois générations se heurtent et s'entrechoquent dans votre
comédie humaine. La *Comédie humaine*, tel est en effet le
titre pompeux que M. de Balzac vient de donner à son
œuvre!

Vous comprenez qu'avec des amours-propres de cette
violence il est impossible que la critique la plus loyale
trouve son compte. Elle ne sait vraiment pas comment s'y
prendre. Ses éloges même, et, disons-le, ses louanges lui sont
tournées en dédains et en malédictions. Elle sait très bien que
tout homme se défend du côté vulnérable; mais enfin quand

Le territoire de la tribu des Beni-Menasser, qui n'avait pas encore été atteint par nos colonnes, a été traversé en entier et ravagé, en représailles des hostilités incessantes et des assassinats commis par eux sur la garnison et les colons de Cherchel. On leur avait plusieurs fois offert la paix, avec l'appui de cette garnison contre les gens d'Abd-el-Kader; leur châtiment était devenu une nécessité. Ce sont eux qui firent feu en pleine paix sur un de nos bâtiments de commerce que la tempête forçait de se réfugier au mouillage de Cherchel. L'équipage se sauva dans la chaloupe, et le navire fut pillé et détruit par les mêmes Arabes. Cet acte de piraterie décida, comme on sait, le maréchal Valée à faire occuper la ville.

Cette occupation a singulièrement exaspéré les Beni-Menasser. Il n'est pas sans intérêt de faire connaître les motifs de ce mécontentement, parce que les mêmes considérations sont applicables à la plupart des villes que nous occupons en Algérie. Les villes étaient dominiées, avant nous, par les tribus du dehors; leurs habitants, flétris du nom de hadars, n'ayant ni force militaire qui les appuyait, ni courage pour résister par eux-mêmes, vivaient sous le vasselage des cheiks de ces tribus. Ainsi, les Beni-Menasser tenaient Cherchel dans leur dépendance; les Beni-Sala regardaient Blidah comme leur appartenant; il en était de même des Riga, des Djendel pour Miliana, et des Hachem pour Mascara. Délivrés des Turcs, les Arabes, non contents de se retrouver indépendants, ont voulu encore avoir des sujets. Cet état de choses durait depuis douze ans. Si les villes n'exerçaient pas d'influence au dehors, c'est uniquement parce qu'elles n'avaient point de guerriers pour se faire respecter et pour dominer à leur tour. L'établissement de garnisons françaises est destiné à rendre aux villes leur importance naturelle et leur action d'autorité sur les tribus, comme il en était du temps des Turcs, et comme nous l'obtiendrons nécessairement avec de la persévérance. Les situations géographiques de ces villes appartenaient toutes à cette classe que l'on nomme points stratégiques, c'est-à-dire dominant la topographie d'une contrée. Ces centres de commerce, de force et de rayonnement se relèveront de leur ruine passagère aussitôt la pacification achevée, et verront en peu d'années doubler leur richesse et leur population, parce que les habitants jouiront, sous notre appui, d'une sécurité dans leurs biens et leurs personnes qu'ils n'ont jamais connue. Déjà ils font cause commune avec nous contre les Arabes. Des gardes urbaines ont été organisées par le général Bugeaud, à Blidah, à Gilelli, à Koteah, à Tlemcen, et ces milices indigènes se sont montrées partout fidèles et dévouées. Cette courte digression servira peut-être à rectifier, en passant, l'erreur de quelques personnes qui ont demandé l'évacuation des villes de l'intérieur. Nous en occupons six, toutes situées à trois journées de la côte, et il n'y en a plus d'autres à occuper désormais. Les abandonner, ce serait les livrer aux Arabes avec tous les avantages que procure leur possession.

Revenons aux Beni-Menasser, anciens suzerains de Cherchel. Nous ajouterons qu'on a détruit chez eux le fort Bordj-el-Arba, appelé fort du Beylik, armé de quatre canons, où le kalifa d'Abd-el-Kader entretenait une garnison de réguliers pour assurer la levée des impôts et des contingents. Ce fort était évacué. On a aussi détruit la zaouïa d'El-Barkani, bey de Medeah pour l'émir. Une zaouïa est un petit hameau de maisons bâties, appartenant à un marabout héréditaire. El-Barkani, dont la famille est la plus considérable des Beni-Menasser, méritait d'être frappé dans ses biens à son tour, lui qui n'a cessé d'exciter ses compatriotes à une guerre furieuse dont ils sont aujourd'hui les tristes victimes sans que les kalifas et les réguliers fassent rien pour les défendre.

Ces premières opérations du gouverneur-général ont été contrariées par les mauvais temps, pour la pluie et des rafales de neige. On ne s'étonnera pas d'entendre si souvent parler des obstacles que les mauvais temps apportent à la marche des troupes en Afrique si l'on veut considérer tous les inconvénients qu'il entraîne. D'abord il n'y a pas de routes, mais seulement des chemins plus ou moins frayés. La pluie les défonce aussitôt, tant la terre est argileuse et perméable; car il n'y a point de sables en Algérie, comme on l'a cru longtemps. Les pluies y sont d'une violence et d'une intensité inconnue en Europe; on les a comparées à un élan qui crèverait dans les nuages, et elles durent ainsi pendant plusieurs heures; c'est pour cela qu'il tombe plus d'eau à Alger qu'à Paris, quoique le nombre des jours de pluie y soit quatre fois moindre que chez nous. Les co-

lonnes alors sont ralenties par leur convoi, dont les mulets et les bœufs restent dans les boues sans qu'on puisse les dégager. Enfin des bivouacs sans abri, souvent même sans autre feu que celui de chèvres broussaillées, et sous une pluie incessante, ont bientôt développé la fièvre et la dysenterie, et le lendemain, au départ, une centaine d'hommes qui ne peuvent pas se traîner vont grossir l'embarras du convoi. Les pluies d'Alger sont telles, que tout récemment le général Changarnier, revenant de Miliana avec sa brigade, s'est trouvé bloqué pendant deux jours, entre l'Oued-Ger et l'Oued-Bou-Roumi, deux torrents qui n'ont qu'un filet d'eau en été, et qui étaient devenus tout à coup infranchissables. Il a fallu pour regagner Blidah tourner les sources du Bou-Roumi par les montagnes de Soumata.

Le général Bugeaud, qui était le 6 avril à Cherchel, comme nous l'avons dit, attendait la cessation du mauvais temps pour reprendre le cours de ses opérations. On croit qu'il veut se porter sur Tenez, à l'Ouest de Cherchel, pour rabattre de là sur la route de Mascara à Miliana, dans la vallée du moyen Chélif, et venir ensuite à Miliana. Cette région n'a pas encore été visitée par nos troupes; leur présence ne peut que beaucoup avancer l'œuvre de la pacification générale dans l'état de lassitude et d'épuisement où sont les tribus. On peut dire qu'il s'opère en ce moment une révolution dans l'esprit des Arabes. Nos succès inespérés dans la province d'Oran, la soumission de tribus renommées telles que les Medjehers, les Borgia, les Beni-Amer, les Garabas, et l'écrasement subit de la puissance d'Abd-el-Kader devant les armes du général Bugeaud, ont frappé ces peuples de stupeur. Ils se résignent à la fatalité.

Le Standard du 15 avril publie les nouvelles suivantes des Etats-Unis, du 19 mars :

« L'arrivée de lord Ashburton était attendue avec le plus vif intérêt et la plus grande impatience. M. Buchanan, consul d'Angleterre à New-York, avait retenu de superbes appartements pour le noble lord à Aston-House. En attendant, les nombreuses questions pendantes entre les deux pays paraissent prendre de jour en jour une plus grande importance dans la presse américaine. Par suite des nouvelles reçues d'Angleterre, plusieurs conseils de cabinet avaient été tenus à Washington. La question de la Créole était le point principal de la discussion.

« Voici ce qu'on lit à ce sujet dans le New-York Courier and Enquirer :

« L'affaire de la Créole, d'après le nouvel aspect qu'elle a pris par suite de l'arrivée des dernières nouvelles d'Angleterre, a été le sujet des discussions de plusieurs conseils de cabinet. Il est douteux que cette question amène quelque difficulté avec l'Angleterre. Les états du Sud eux-mêmes ne voudraient pas faire la guerre pour une affaire semblable. La seule question importante à résoudre en ce moment par nos puissances et graves membres du conseil exécutif (et M. John-Tyler à leur tête) est celle de savoir comment ils se retireront d'une manière convenable de la situation dans laquelle ils s'étaient placés.

« Si l'affaire de la Créole est facile à arranger entre les deux pays, il n'en est pas de même de la grande, de l'importante question du droit de visite, qui paraît devenir de jour en jour plus embrouillée et plus dangereuse. Le refus de la part de la France de ratifier le traité, et la publication de la lettre du général Cass, ministre des Etats-Unis, paraissent avoir inspiré aux Américains beaucoup de courage sur cette matière, en ce qu'ils comptent avec confiance sur une coopération de la part de la France dans le cas où une rupture viendrait à éclater entre l'Angleterre et les Etats-Unis au sujet du droit de visite.

« Nous apprenons en même temps, par le New-York Herald du 19 mars dernier, que le gouvernement américain prépare une expédition, sous le commandement du capitaine Ramsay, pour la côte d'Afrique, avec ordre de croiser pendant un certain temps dans cette station. On dit que le but de cette expédition est de s'assurer si les croiseurs anglais, d'après les ordres de leur gouvernement et le traité récemment conclu avec les grandes puissances, osent violer les droits d'un pavillon libre et indépendant, sous le prétexte d'empêcher le commerce des esclaves.

« Le Herald attache une grande importance à ce mouvement. Il reste à savoir si le but ou le résultat de cette expédition justifiera ses prévisions.

« Les opérations des deux branches de la législature américaine offrent peu d'intérêt. Le pays est réduit à la condition la plus misérable par le manque d'argent, et le Congrès semble incapable d'adopter aucune mesure pour le relever de cette situation. Le peuple commence à reconnaître combien est faible et vacillant le gouvernement sous lequel il vit, et ne se gêne pas pour exprimer librement son opinion sur ce point. Les journaux que nous avons reçus par cet arrivage nous fournissent des détails sur une très nombreuse réunion qui avait eu lieu à New-York le 18, et dans laquelle une série de résolutions avaient été proposées et unanimement adoptées, dénonçant la marche suivie par le Congrès, qui apporte tant de lenteurs dans les travaux de

sa session, ce qui laisse les affaires publiques en souffrance, et demandant avec instance qu'il soit pris des mesures urgentes pour relever le pays de la situation fâcheuse et du malaise où il se trouve.

« Un paquebot à vapeur avait encore fait explosion, et quinze personnes avaient perdu la vie par suite de cette déplorable catastrophe.

M. Wakley, le représentant radical de Finsbury, qui avait déjà prononcé, il y a quelques jours, un discours profondément ridicule au sujet de la propriété littéraire, semble avoir pris à tâche de se livrer de plus en plus à la risée de la Chambre des Communes et du public. Dans la séance du 14, M. Wakley n'a pas trouvé de question plus importante à soulever que celle de son chapeau. On sait que dans les Chambres anglaises les membres n'ont pas de places fixes. Les premiers arrivés prennent les places qui leur conviennent, ceux qui arrivent au moment des prières qui ouvrent la séance prennent les meilleures, et les gardent pour toute la soirée, et, quand ils les quittent pour un moment, les mettent sous la garde de leur chapeau. M. Wakley prend donc la peine d'apprendre à l'Europe qu'il avait confié sa place pendant quelques minutes, après l'avoir confiée à la protection de son chapeau, il la trouve, à son retour, occupée par sir J. Easthope qui refusa de la lui restituer. C'est de ce manque de respect pour son chapeau que M. Wakley demandait raison. au président. Le président a expliqué qu'aucun membre n'avait droit à une place s'il ne l'avait pas occupée au moment des prières; que s'il la quittait, il pouvait la perdre; que s'il la gardait avec son chapeau, il était certainement d'usage qu'elle restât inoccupée pendant son absence; mais que c'était un usage de courtoisie et non une obligation.

Sir John Easthope a donné à son tour des explications, et a fait observer au président que c'était précisément parce que la demande de M. Wakley était formulée en termes qui lui avaient semblé peu polis, qu'il avait refusé de lui rendre sa place. L'affaire en est restée-là, sauf le ridicule que M. Wakley a retiré de cette scène puérile. Les journaux anglais reproduisent cet incident dans le compte-rendu de la Chambre, sous le titre de le chapeau de M. Wakley.

« Le chapeau de M. Wakley, dit le Globe, a perdu de son prestige. Il ne reçoit plus les saluts de tous les passants comme celui de Gessler. Sir John Easthope, plus hardi que Guillaume Tell, au lieu de s'incliner devant ce mémorable chapeau, s'est à peu près assis dessus.

« Voici, en moins de huit jours, deux exhibitions burlesques que M. Wakley fait de lui-même. Cette fois il n'a compromis que sa personne et son chapeau, ce qui ne prêche qu'à rire; mais la première fois, il avait compromis dans de pitoyables plaisanteries un nom qui mérite beaucoup d'égarde, le sien, celui du poète Wordsworth. L'inqualifiable mauvais goût qu'il avait déployé dans cette première circonstance donnait parfaitement la mesure de la dignité qu'il a montrée dans la seconde. M. Wakley manifestait certainement une singulière prétention en réclamant pour son chapeau le respect qu'il n'avait pas su garder pour un des hommes les plus admirés de son pays.

Voici la liste des orateurs inscrits pour parler lors de la discussion du projet de loi relatif à l'établissement de grandes lignes de chemins de fer :

En faveur du projet : M. Gauthier de Rumilly, Marchal, Magnié de Maisonneuve, Schauenburg, Combarrel de Leyval, Duvergier de Hauranne, Billaut, Larabit, Benoit, Alcock, Girard de Langlade, Bineau, marquis de Lagrange, Moreau (Meurthe), Armand (Aube), Liadières.

Contre le projet : MM. Grandin, Fould, de Carné, le général Paixhans, Muret de Bord, Pétinaud, Peyramond.

Hier, le Roi, la Reine, accompagnés des généraux de Rumigny et Gourgaud, ont été à Neuilly.

LL. MM. ont reçu dans la soirée M. le garde des sceaux, ministre de la justice; M. le ministre de Mecklenbourg-Schwerin, M. le chancelier de France, M. le président de la Chambre des Députés et M. le comte de Saint-Priest.

M. le baron de Schack, envoyé extraordinaire de S. A. R. le grand-duc de Mecklenbourg-Schwerin, a remis successivement au Roi et à la Reine des lettres par lesquelles S. A. R. notifie à LL. MM. la mort de son père, le grand-duc Paul-Frédéric, et son avènement à la couronne grand-ducale.

Immédiatement après l'audience de M. l'envoyé extraordinaire, M. Oerthling, ministre résident de S. A. R., a pré-

sente au Roi des lettres de son souverain qui le confirment dans la qualité de ministre résident auprès de S. M.

M. le lieutenant-général comte d'Hautpoul vient d'être désigné pour commander les troupes qui se réuniront au camp de Saint-Omer, et qui, de là, se joindront à celui de Châlons dans le mois de septembre. M. le général d'Hautpoul aura sous ses ordres les 4^e, 14^e, 47^e et 55^e de ligne, un régiment d'infanterie légère, un bataillon de chasseurs à pied, une brigade de cavalerie légère; et en artillerie, génie, etc., ce qui sera nécessaire au complément de ce petit corps d'armée.

Nous avons dit que la commission du budget avait reçu de M. le président du conseil tous les documents relatifs à la construction du port d'Alger, décidée d'abord en conseil des ministres. La commission les examinera la semaine prochaine. On annonçait que le plan de M. Poirel avait été adopté par le cabinet. D'après des renseignements nouveaux, il paraît que le gouvernement a soumis à la commission du budget un nouveau projet qui n'est ni celui de M. Raffeneau de Lisle, connu sous le nom de grand port, ni celui de M. Poirel, appelé, dans la discussion, le petit projet.

Le nouveau plan est une sorte de terme moyen entre les deux projets. Il est plus vaste que celui de M. Poirel; il est moins étendu que celui de M. Raffeneau de Lisle. Il paraît avoir été adopté sur les conclusions d'un rapport de M. Bernard, ingénieur des ponts-et-chaussées, et d'une commission de marins expérimentés, désignés par le ministre de la marine. Cette commission a été appelée à délibérer les 11 et 12 de ce mois. Le résultat de ses méditations a été transmis à la commission du budget.

La dépense est évaluée à 10 ou 12 millions et l'étendue des travaux calculée pour abriter vingt-cinq vaisseaux de ligne.

Par le paquebot North-America, il a été reçu des nouvelles de New-York du 19 mars. Les banques reprenaient successivement les paiements en espèces, ce qui obligeait quelques unes d'elles à suspendre. Change sur Londres, 107 1/2 à 107 5/4; sur Paris, 5 33 à 5 32 1/2.

Par cette voie on apprend que Rosas avait résigné les fonctions de la république Argentine, et demandé que la législature élût un autre président; mais on ne pensait pas qu'il fût remplacé.

Un nouvel engagement avait eu lieu entre les flottes de Buenos-Ayres et de Montevideo. Les deux partis avaient perdu quelques hommes, et étaient rentrés dans leurs ports respectifs.

Une secousse assez violente de tremblement de terre s'est fait sentir à Alger dans la nuit du 9 au 10 avril.

M. le vicomte Napoléon Duchâtel, préfet du département de la Haute-Garonne, est arrivé à Pau, le 10.

M. Azévédo, préfet des Basses-Pyrénées, est attendu à Pau du 15 au 18 du courant.

M. le maréchal de camp Fleury Bourckholts, commandant une brigade d'infanterie de la garnison de Paris, est atteint d'une affection grave qui inspire de sérieuses inquiétudes à sa famille et à ses amis.

Hier, la Cour royale, à l'ouverture de son audience solennelle, a prononcé sur plusieurs demandes en réhabilitation.

MM. Maudent, Perrier et Janion, qui avaient fait faillite en 1852, ont obtenu de leurs créanciers en 1853 une remise de 40 pour 100. Depuis, ils ont payé intégralement en capital, intérêts et frais les créances, qui s'élevaient à 84,000 fr.

Tous trois ont demandé leur réhabilitation, elle a été accueillie sans difficulté à l'égard de MM. Perrier et Janion; mais M. Maudent étant depuis entré dans une autre société actuellement en faillite, sa requête a été rejetée. La Cour a prononcé ensuite la réhabilitation de M. Hippolyte Seguin, qui a tenu à Paris deux maisons de librairie, l'une gérée par lui-même, l'autre gérée par sa femme, M. Nicolas Polier, ancien menuisier et entrepreneur de bâtiments, n'ayant pas fait de justifications suffisantes, la Cour a rejeté la demande.

Le procès intenté à la Gazette de France par deux maisons de commerce de Bordeaux s'est terminé par une transaction amiable. M. Genoude s'est obligé à verser immédiatement dans la caisse des hospices de cette ville une somme de 10,000 fr., à titre de dommages-intérêts. M. Genoude a signé, en outre, une déclaration par laquelle il exprime son regret d'avoir pu involontairement porter préjudice au crédit de ces deux honorables négociants.

Le nommé Richel, ancien fondeur à Paris, et vivant depuis quelque temps au village de Plaisance, où il a fait l'acquisition d'une petite propriété, vit arriver chez lui, il y a deux jours, un de ses anciens camarades d'enfance dont l'extérieur annonçait une misère profonde. Le sieur Richel l'accueillit bien, et ayant appris la malheureuse position dans laquelle se trouvait cet homme qu'il avait connu bon travailleur et bon sujet, il offrit de lui être en aide jusqu'à ce qu'il eût trouvé de l'ouvrage. L'autre accepte, passe toute la journée dans cette maison et, le soir, il se retire dans une petite chambre que lui avait préparée son hôte.

Le lendemain matin, à la pointe du jour, l'ancien fondeur fut réveillé par des gémissements qui semblaient partir de la chambre qu'il avait mise à la disposition de son ancien

donc trouverons-nous quelque bon garçon bien loyal qui reconnaisse qu'il a été sifflé; qui dise, après s'être trompé grossièrement : Je me suis trompé, et qui ne réponde pas par des injures à des accusations loyales ?

Après avoir bien rejeté au nez de la critique les éloges qu'elle accorde aux romans de l'auteur et qu'elle ne leur a jamais refusés, M. de Balzac s'étonne de l'ignorance des journaux :

« Parmi les cinquante faiseurs de feuilletons, il n'en n'est pas un seul qui n'ait traité comme une fable, inventée par l'auteur, le fait historique sur lequel repose cette pièce de la Ressource de Quinola. (Sic.) »

Nous n'avons pas lu les cinquante feuilletons qui ont fait à M. de Balzac l'honneur de s'occuper de : les Ressources de Quinola; mais dans ceux que nous avons lus, nous avons vu cette allégresse très censée, qu'il était absurde de vouloir nous intéresser pendant six ou sept actes, à une invention devenue si vulgaire, que c'est à peine si l'on s'en étonne aujourd'hui, quand elle jette vingt mille personnes dans la forêt de Saint-Germain chaque dimanche, que faire une comédie à l'aide d'un miracle non accompli, c'est la faire trop tôt, que l'entreprendre après le miracle accompli, c'est l'entreprendre trop tard. Au seizième siècle, on n'eût pas lu les Ressources de Quinola; en 1842, on n'a pas le temps de se porter en foule aux : les Ressources de Quinola, et qu'enfin, dans un siècle ou dans l'autre, le style, l'esprit, l'invention et l'atticisme prodigués dans la pièce de : les Ressources de Quinola, n'auraient jamais ressemblé que de loin à la pièce de : le Barbier de Séville, ou de : les Fourberies de Scapin. Avant d'écrire pour le théâtre, M. de Balzac fera bien de lire les modèles et non pas les affiches de spectacles, qui n'ont jamais été écrites en fort bon français.

En toute cette affaire des Ressources de Quinola, il ne s'agit pas de science, il ne s'agit ni de M. Arago, ni du bureau des longitudes, ni du marquis de Worcester, ni de Salomon de Caus ou de Papin; il ne s'agit même pas de Napoléon Bonaparte, celui-là qui comprenait toutes choses et qui pourtant a vu, de ses yeux vu, sans y rien comprendre, le premier bateau à vapeur parcourir la Seine du Pont-Neuf à Neuilly, et s'arrêter à dessein sous les fenêtres des Tuileries; il s'agit d'une chose mille fois plus difficile à trouver que la vapeur, il s'agit d'une comédie; il s'agit d'autres hommes que Papin ou M. Arago; il s'agit de Molière et de Beaumarchais; il s'agit que M. de Balzac a défiguré outrageusement l'intrigue des Fourberies de Scapin et le style du Barbier de Séville, et qu'avec le génie que nous lui savons, il fera bien plutôt une machine à vapeur comme les Périer de Chaillo, qu'une comédie, je ne dis pas comme Scribe, mais tout simplement comme M. Lemoine ou M. Dinaux.

Ceci dit, M. de Balzac prend en main la défense de ce pauvre Lavradi, autrement dit Quinola. En vérité, nous avons trop maltraité ce Quinola; nous l'avons appelé filon, voleur, galérien; nous n'avons pas vu, stupides que nous sommes, qu'il s'agissait d'un galérien espagnol, la meilleure, la plus honnête, la plus charmante espèce de galériens. Mais c'est un ange, ce Lavradi, mais c'est un galant homme, mais s'il est allé aux galères, c'est pour son plaisir. « En effet, dit la préface, tout le monde sait combien les peines les plus sévères sont prodiguées dans le seizième siècle pour les moindres délits, et avec quelle indulgence

» sont accueillis, dans le vieux théâtre, les valets dans la position où se trouve Quinola. » Quoi de plus simple en effet ? Quinola a été mis aux galères pour avoir tué un lapin sur les plaisirs du Roi; Quinola d'ailleurs ne mérite pas plus la hant et la corde que Scapin, Frontin, Mascarille, tous les valets de Molière, tous les valets de Regnard. C'est donc à tort que l'on a crié contre ce bon Quinola. Stupides journaux ! ils étaient cinquante à s'indigner dans leurs cinquante feuilletons !

Or, ici comme plus haut, M. de Balzac (et il ne croyait pas que la chose fût possible), nous fait plus bêtes que nous ne sommes, nous autres faiseurs de feuilletons. Que nous importe que Quinola ait été ou non aux galères ? Figaro lui-même, le brillant Figaro, quand il se rit de tout et de toutes choses, quand il vole cent écus au docteur Bartolo, quand il est sur le point d'épouser sa mère pour la rembourser de son argent, Figaro lui-même est un drôle qui frise la police correctionnelle; Scapin est encore un plus grand misérable, nous l'avons vu volontiers, oui; mais ce qui fait que nous pardonnons leurs méfaits à ces vauriens, et que nous en rions les premiers comme nous rions des bons tours de Gil Blas et de Guzman d'Alfarache, c'est qu'avant tout on ne nous les montre pas couverts de poux et de haillons, c'est que dans leurs excès les plus graves ils conservent toujours une admirable bonne humeur, c'est que le langage de tous ces Figaros est au fond une chose vivement écrite et en bon style; mons Quinola, au contraire, est hideux et dégoûtant. Qu'il ait été aux galères ou que le Roi lui fasse grâce, peu nous importe, mais ce qui nous importe, c'est qu'il ne vienne pas secouer sur nous ses genouilles. Ce qui nous importe, c'est qu'il ne fasse pas le pas de se lever et de se débarrasser de la scène VI du prologue, et il me semble qu'il en va bien assez, même au dix-neuvième siècle, pour reconduire messire Quinola d'où il vient.

« Mais, dit M. de Balzac, si je me suis permis de composer un pareil drame, c'était pour obéir aux exigences de la critique. On ferait des volumes avec les lamentations des critiques qui depuis vingt ans demandaient des comédies dans la forme italienne, espagnole ou anglaise; on en essaie une (et l'autre), et tous aiment mieux oublier ce qu'ils ont dit de vingt ans que de manquer à étouffer un homme assez hardi pour s'aventurer dans une voie si féconde et que son ancêtre n'eût pas aujourd'hui presque nouvelle. »

« Expliquons-nous. Depuis vingt ans la critique, fatiguée de se heurter contre des vieilleries sans couleur et sans forme, a prononcé les noms de Shakespeare et de Lopez de Vega; elle s'est demandée s'il n'y avait quelque moyen de ressusciter ce vieux art dramatique qui se meurt; mais toutes les fois qu'on a voulu lui montrer ces extravagances barbares, ces guenilles, ces haillons, ces viles courtoisanes,

sous prétexte d'innovation, elle s'est levée en masse comme un seul homme, elle a fait entendre sa clameur de haro ! Elle a sifflé les Vautrin de 1837 et les Quinola de 1850 aussi vertement qu'elle a sifflé les Quinola et les Vautrin de 1842. — Cependant M. de Balzac, voulant complaire à la critique qu'il aime, qu'il honore, dont il parle avec tant de déférence et de respect, a écrit ces deux jolies petites comédies. Et voilà qu'on se réunit pour étouffer cet homme hardi ! Mais non pas, juste ciel ! ce n'est pas l'homme qu'on veut étouffer. Au contraire, on demande que l'homme reste sale de corps et d'esprit, qu'il conserve sa faine observation, sa verve ingénieuse; qu'il nous conte toujours ces beaux contes qu'il sait si bien. Ce que l'on veut, non pas étouffer, mais arrêter quand il en est temps encore, c'est l'ambition maladroite qui pousse cet homme à nous donner des comédies difformes, sous le vain prétexte qu'il les a composées dans la forme italienne, espagnole ou anglaise ! Etouffer M. de Balzac ! Eh ! qui donc y pense ? nous y perdrons trop les uns et les autres. La preuve qu'on ne veut pas l'étouffer, c'est que lui-même il le reconnaît, au beau commencement de sa préface, qu'on a accordé à ses livres des éloges universels « qui peut-être même ont dépassé ce qu'il leur était dû. » La belle façon d'étouffer un homme ! on l'étouffe sous les fleurs. Quant à la prétendue satisfaction donnée à la critique par son bon ami, M. de Balzac, la critique peut lui dire ce que dit le serviteur d'Hamlet aux musiciens : — « Messieurs, mon maître aime tant la musique, qu'il vous prie de n'en plus faire. » — Monsieur, nous aimons tant la farce italienne et l'imbroglio espagnol, que nous vous supplions de n'en plus faire.

Mais, dans cette préface, la critique n'est pas seule fustigée et traitée selon ses mérites. L'époque entière est citée au tribunal de M. de Balzac; tout le dix-neuvième siècle comparé à sa barre. « N'oublions pas, dit-il, de rappeler, à la honte de notre époque, le jour d'improbation par lequel fut accueilli le titre de duc de Neptunado, cherché par Philippe II pour l'inventeur, comme s'il n'y avait pas le duc de la Victoire, le comte de la Paix, le marquis de Rien-en-Soi. » M. de Balzac pourrait ajouter qu'il y a aussi le duc de Bellune. Mais est-ce notre faute, à nous, si, pendant que le duc de la Victoire et le duc de Bellune sont pris au sérieux, le duc de Neptunado a soulevé un pauvre diable à qui il oblige de donner une poignée de maravedis ? Voilà cependant toute une époque déshonorée, couverte de honte, pour avoir ri du duc de Neptunado. Notre époque a moins ri le jour où M. de Balzac s'est intitulé maréchal de France de la littérature; elle eût peut-être ri bien davantage s'il se fût intitulé duc de la Presse, ou marquis du Papierard, ou comte de l'Imprimeriardo !

Reste maintenant une question que M. de Balzac aurait bien fait de laisser de côté, un chapitre qui devait l'empêcher d'écrire à tout jamais, une préface pour Quinola. — le chapitre des spectateurs payants, comme il le appelle : « l'auteur, pour obéir à plus d'un organe de l'opinion publique » (ce ironie de M. de Balzac), a voulu convoquer un vrai public et faire représenter sa pièce devant une salle pleine de spectateurs payants. « Lesquels la rien de mieux; mais entre ne pas payer du tout, ou payer quinze francs une méchante place dans un théâtre qui vend ses places deux

francs cinquante centimes, il y a une énorme différence. Quinze francs ! M. de Balzac appelle cela convoquer un public. Quinze francs ! il appelle cela un vrai public. Quinze francs ! il appelle cela un public payant. Plus que payant, hélas ! plus que vrai public, plus que convoqué ! Public qui a payé fort cher une marchandise frelatée; public qui s'est senti plein de pitié quand il a vu ce qu'on lui avait fait acheter à si grand prix; public qui n'est pas venu, qui n'a pas rempli la salle, et qui a gardé bel et bien les quinze francs qu'on lui demandait. M. de Balzac, qui est en train de chercher des métaphores, appelle aussi cela : Elever les spectateurs à la dignité de juges indépendants. Bien obligé du bon marché et de l'indépendance ! le public se trouve tout aussi indépendant lorsqu'on a fait entrer dans la parterre une centaine de braves gens pour applaudir à sa place, quand il leur donne la permission d'applaudir. « Les » claqueurs, dit M. de Balzac, ont été les seuls triomphateurs de ma pièce. » Je crois bien qu'ils en ont triomphé, ils n'y étaient pas, et ils ont pu voir passer devant eux les quelques braves gens qui avaient payé si cher le droit de s'asseoir sous le lustre à leur place.

Enfin, dit la préface, « pour caractériser les critiques faites » sur cette comédie, il suffit de dire que sur cinquante journaux, pas un, n'a laissé tomber sur Quinola cette phrase banale : « La pièce est d'un homme d'esprit qui saura » prendre sa revanche ! » — Et note bien que pas un de ces cinquante journaux, pas un, n'a été assez heureux pour donner une idée complète de cette comédie; tous tenaient à l'enterrer ! Enterrer la pièce, étouffer l'auteur ! Tous ! tous les cinquante ! Ce qui est vrai, c'est que si l'auteur ne s'était pas appelé M. de Balzac, pas un seul de ces cinquante journaux n'eût parlé de feu Quinola. Et les amis de l'auteur que sont-ils devenus dans cette bagarre ? Qu'en a-t-on fait ? Ou les a-t-on vus ? les traites ! Ils se sont entendus avec les critiques pour enterrer la pièce, pour étouffer l'auteur, sans que l'auteur ait rien fait pour obtenir de telles promesses, quelques personnes avaient d'avance accordé des encouragements à sa tentative, et ceux-là se sont montrés plus ingénieux que critiques; mais l'auteur ne garde de tels (il fautrait pareils) mécomptes comme les plus grands bonheurs qui puissent lui arriver, car on gagne de l'expérience en perdant de faux amis ! Je ne sais pas jusqu'à quel point ces faux amis ont été injurieux encore plus que critiques envers M. de Balzac, mais si en effet il les a convoqués à sa pièce, s'il les a élevés à la dignité de juges indépendants et de public payant, à la façon que nous disions tout à l'heure, nous comprenons fort ce mécontentement de ces faux amis.

La préface se termine par une note que voici : « Cette » pièce, si injurieusement condamnée, paraît devoir jouir » d'une vitalité très profitable ! J'aime mieux le croire » que d'y aller voir; mais, en fin de compte, à quoi bon cette préface ? Pourquoi manquer de reconnaissance envers des gens qui vous ont ménagé le vent comme à une brebis foudroyée ? et pourquoi donc, à propos d'un mélodrame justement sifflé, parler avec si peu de déférence et de respect de ce noble et difficile métier de la critique, que vous-même, le Fontanarosa et la Brancaccio de la littérature moderne, vous avez voulu entreprendre à deux reprises sans popularité et sans succès ? »

